

Judiciaires et légales

Retrouvez tous les marchés publics et privés parus sur les 12 départements du Grand Ouest sur :
centraledesmarch s.com

Pour faire paraître une annonce légale :
Medialex, tél. 02 99 26 42 00 - Fax 0 820 309 009 (0,12  la minute)
e-mail : annonces.legales@medialex.fr - Internet : www.medialex.fr

Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2023, soit 0,183 à ht le caractère ou tarif forfaitaire à titre dérogatoire pour certaines annonces légales.

Les annonceurs sont informés que, conformément au décret n  2012-1547 du 28 décembre 2012, les sociétés et fonds de commerce concernés et publiés dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mis en ligne dans une base de données numérique centrale, www.actulegales.fr.

Avis administratifs

Communauté de communes du MONT DES AVALOIRS
Modification n  2 et révisions allégées n  1, 2 et 3 PLUI valant SCoT

1ER AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté n  URBA-A2025-003 en date du 28 juillet 2025, la présidente de la communauté de communes du Mont des Avaloirs a ordonné l'ouverture de l'enquête publique portant sur la modification n  2 et les révisions allégées n  1, 2 et 3 du Plan local d'urbanisme intercommunal valant Schéma de Cohérence Territoriale (PLUI valant SCoT). Cette enquête publique se déroulera du 22 septembre 2025 à 14 h 30 au 23 octobre 2025 à 17 h 30, soit 31 jours consécutifs.

L'enquête a pour objet de permettre au public de prendre connaissance :
- du dossier de modification n  2 du PLUI valant SCoT qui vise à adapter les pièces r glementaires, ajouter d'anciens bâtiments agricoles non utilisés susceptibles de changer de destination en zones agricoles et naturelles, ajuster les dispositions du règlement écrit liées à la production des énergies renouvelables et sur les annexes des habitations et corriger une erreur matérielle de zonage sur un STECAL   Gesvres,
- des trois révisions allégées qui ont pour objet la création de STECAL.
Le dossier d'enquête sera consultable en version papier, aux jours et heures habituels d'ouverture du public, au si ge de la CCMA (1, rue de la Corniche-de-Pail, 53140 Pré-en-Pail-Saint-Samson) et la Maison de l'Economie et du Tourisme (17, boulevard du Général-de-Gaulle, 53700 Villaines-la-Juhel) et en version numérique dans les mairies du territoire et sur le site internet de la CCMA (<https://cc-montdesavaloirs.fr/>).
Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra :
- consigner ses observations sur les registres papier disponibles dans les lieux d'enquête,
- transmettre ses observations par voie électronique à l'adresse suivante : j.pillais@cc-montdesavaloirs.fr
adresser ses observations par écrit à l'attention de Mme la Commissaire enquêtrice, au si ge de la communauté de communes du Mont des Avaloirs.
Mme Sylvie Filh , désignée par le tribunal administratif de Nantes en qualité de commissaire enquêtrice, se tiendra à la disposition des usagers aux dates et lieux suivants pour recueillir les observations orales et écrites :
- le lundi 22 septembre 2025 de 14 h 30 à 17 h 30 au si ge de la CCMA,
- le lundi 6 octobre 2025 de 14 h 30 à 17 h 30 à la Maison de l'Economie et du Tourisme   Villaines-la-Juhel,
- le jeudi 25 octobre 2025 de 14 h 30 à 17 h 30 au si ge de la CCMA.
  l'issue de l'enquête publique, les projets de modification n  2 et les révisions allégées n  1, 2 et 3 du PLUI valant SCoT, éventuellement modifié, sera soumis au conseil communautaire pour approbation.
Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice seront tenus à la disposition du public au si ge de la CCMA après la date de clôture de l'enquête pour une durée d'un an, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Vie pratique

Le dimanche au supermarché, il faut se débrouiller seul

Un commerce alimentaire ne peut être ouvert le dimanche après-midi, ou durant les jours de repos des salariés, que s'il fonctionne sans personnel, avec le patron ou de façon totalement automatique.

Sauf exceptions, pour la boulangerie par exemple, un commerce alimentaire de détail doit être fermé au moins le dimanche après 13 h pour le repos hebdomadaire des salariés, les autres périodes de fermeture étant variables. Il se peut notamment qu'un jour de fermeture hebdomadaire soit imposé par un arrêté préfectoral.

Ces jours-là, les clients doivent donc trouver porte close mais l'ouverture est cependant admise si aucun salarié ne travaille, ont expliqué les juges de la Cour de cassation. Et l'interdiction ne se limite pas aux salariés habituels du commerce. Il est également interdit que des agents de sécurité, généralement salariés d'une entreprise de gardiennage, interviennent pour aider d'une manière quelconque, c'est-à-dire en remplaçant les salariés en repos.

Ces gardiens ne doivent donc pas aider les clients qui auraient des difficultés avec une caisse automatique, ni les renseigner sur les rayons ouverts ou non, ou sur les modalités de paiement, ou les aider à ouvrir un portillon de sortie en scannant le ticket de caisse, ou prendre en charge un produit finalement non acheté ou encore ranger les paniers... Ces initiatives, même prises par un salarié d'une autre entreprise, seraient une violation des règles sur le repos dominical, a conclu la Cour de cassation.

(Cass. Soc, 26.10.2022, T 21-19.075 et V 21-15.144).

Assurances

Emprunter discrètement la voiture des parents peut avoir des conséquences graves

La Cour de cassation, suivant l'argument d'un assureur, a privé de toute indemnis tion un adolescent, blessé dans l'accident de la voiture familiale dont il avait pris les clés dans le sac de sa mère.

Le jeune homme avait confié les clés à un cousin avant de monter dans la voiture comme passager, mais le conducteur avait perdu le contrôle de la voiture et ils avaient été blessés. Le passager invoquait la loi de 1985 qui oblige les assureurs des véhicules mis en cause dans un accident à réparer intégralement le préjudice des passagers blessés. Il expliquait qu'il n'avait pas commis de faute inexcusable qui aurait été la cause exclusive de l'accident puisqu'il ne conduisait pas et qu'en prenant les clés, il n'avait pas créé un danger particulier manifeste. Les juges n'ont pas contesté ce point mais ils ont rappelé que si la loi impose aux assureurs de couvrir la responsabilité civile de tout conducteur, même non autorisé, elle prévoit que les auteurs, coauteurs ou complices d'un vol du véhicule ne sont pas couverts par l'assurance.

Emprunter la voiture de ses parents pour aller clandestinement faire un tour n'est pas un vol, plaidait alors le jeune homme. Mais « le véhicule a été pris en fraude de ses propriétaires légitimes », ont dit les juges. C'est « l'appropriation de la chose d'autrui contre le gré de son propriétaire » et c'est un vol au regard du droit des assurances. Même si, en droit pénal en revanche, il n'y a pas de vol entre parents et enfants et donc pas de poursuites en correctionnelle, a conclu la Cour de cassation. (Cass. Crim, 21.3.2023, R 22-83.477).

Justice

L'opinion syndicale du juge prud'homal ne révèle pas une partialité

Il n'est pas possible de mettre en doute l'impartialité d'un juge prud'homal, même s'il appartient ouvertement au même syndicat que la partie adverse.

La Cour de cassation a conclu ainsi alors qu'un chef d'entreprise refusait de plaider aux prud'hommes devant un juge qui avait été élu sur une liste présentée par le syndicat qui soutenait son salarié, adversaire au procès.

Le salarié et le juge appartenant au même syndicat, il est légitime, disait-il, de mettre en doute l'impartialité du juge, d'autant qu'il a déjà jugé en faveur de ce syndicat dans des procédures précédentes.

Mais pour la justice, ces deux circonstances ne sont pas de nature à faire douter de l'impartialité.
La seule affiliation syndicale n'est pas de nature à créer une suspicion raisonnable et objective à l'égard du juge. Ce serait remettre en cause le principe même de l'organisation des conseils de prud'hommes dont les membres sont élus sur des listes présentées par des syndicats.
De plus, explique la Cour de cassation, l'impartialité résulte de la composition des conseils de prud'hommes puisqu'ils contiennent un nombre égal de juges élus par des salariés et des employeurs. Et enfin, l'impartialité est garantie par l'organisation judiciaire qui réserve la possibilité de faire appel et de former ensuite un pourvoi en cassation.
La loi, dans le Code du travail, indique qu'un conseiller prud'homal peut être récusé, notamment lorsqu'il a « un intérêt personnel » dans l'affaire.
(Cas. Soc, 22.3.2023, C 21-19.176).

Bretons en CUISINE



5   10 / parution
Soit 45,90  par an

6 numéros + 3 hors-séries
= 9 parutions par an
(dont le hors-série *Pur Beurre*)

Durée libre, sans engagement.

Pur Beurre

Le guide du bien-manger en Bretagne

Tarif réservé aux abonnés du journal



Gagnez du temps :
<https://magabo.fr/becpla>



Renvoyez le coupon sans affranchir à : Service Clients - Libre Réponse 15348 - 35099 Rennes Cedex 9



Profitez de cette offre, flashez-moi !



02 99 32 66 66 du lundi au vendredi de 8 h à 18 h (prix d'un appel local) - S2410PBC - Choix 1 - S2410PBC - Choix 2

Oui, je souhaite profiter de cette offre papier*

☐ Je souhaite profiter de l'Offre sans engagement à 5,10  par parution au lieu de 5,90 . Je reçois mes magazines et mes hors-séries. Paiement par prélèvement automatique sécurisé sans engagement. C2410PBC - Choix 1

☐ Je préfère souscrire à l'Offre 1 an pour 49,90  au lieu de 60,10 . Je reçois : 9 magazines, 3 hors-séries. Paiement par chèque à l'ordre de Ouest-France Bretons en Cuisine. C2410PBC - Choix 2

Mes coordonnées

☐ Mme ☐ M.

Nom

Prénom

Adresse

Code Postal

Ville

Tél.

de préférence mobile

Email

Email indispensable pour recevoir chaque mercredi et vendredi les newsletters de Bretons en Cuisine.

☒ Je choisis le paiement par prélèvement, facile et sécurisé

☐ Mme

☐ M.

Désignation du compte à débiter

N  IBAN

Norm et adresse du créancier

Bretons en Cuisine - Société Ouest-France - 10, rue du Breil - 35051 Rennes Cedex 9

N'oubliez pas de signer votre mandat et d'y joindre un relevé d'identité bancaire. Type de paiement : récurrent

Fait  

Le

Signature obligatoire

☒ Je choisis le paiement par chèque

J'envoie un chèque bancaire ou postal d'un montant de 49,90  à l'ordre de Ouest-France Bretons en Cuisine.

* Voir conditions sur magabo.fr/becpla

Les données personnelles recueillies vous concernant font l'objet d'un traitement informatique à des fins de prospection commerciale et de gestion des relations commerciales avec les abonnés. Elles sont conservées 3 ans. Conformément à la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement de ces données. Vous pouvez également vous opposer à leur traitement en vous adressant par courrier à : Service Clients - TSA 80001 35071 RENNES CEDEX. Pour toute question relative à la protection des données personnelles, vous pouvez contacter par écrit ou par mail (pdp@sipa.ouest-france.fr) notre Délégué à la Protection des Données : Protection des Données Personnelles - SIPA Ouest-France - ZI Rennes Sud-Est - 10 rue du Breil - 35051 Rennes cedex 9

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté n  2025-217 du 21 août 2025, le maire de Craon a prescrit l'ouverture et l'organisation d'une enquête publique portant sur le projet de Plan local d'urbanisme (PLU) révisé, l'élaboration du Plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP) et le projet de périmètre délimité des abords (PDA) des monuments historiques de la commune de Craon. L'enquête publique se déroulera en mairie du lundi 29 septembre 2025 à 9 h 00 au jeudi 30 octobre 2025 à 12 h 00.   cet effet, M. Marcel Thomas a été désigné en qualité de commissaire enquêteur, et M. Alain Parra d'Andert, désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant.
Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique sera mis à la disposition du public pour être consulté à la mairie de Craon, 2, place de la Mairie, BP 74, 53400 Craon, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, du lundi au mercredi de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 18 h 00, le jeudi de 8 h 30 à 12 h 00, le vendredi de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 00, et le samedi de 9 h 00 à 12 h 00. Le dossier sera consultable pendant toute la durée de l'enquête, à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/6599>

et sur le site de la ville de Craon. Le public pourra formuler ses observations dans un registre prévu à cet effet. Les observations peuvent être adressées par écrit à l'attention du commissaire enquêteur, mairie de Craon, 2, place de la Mairie, 53400 Craon, ou par courriel : enquetespublique@villecraon53.fr
Le commissaire enquêteur recevra en mairie, aux jours et horaires suivants :
- lundi 29 septembre 2025, de 9 h 00 à 12 h 00,
- mardi 7 octobre 2025, de 15 h 00 à 18 h 00,
- samedi 18 octobre 2025, de 9 h 00 à 12 h 00,
- jeudi 30 octobre 2025, de 9 h 00 à 12 h 00.
Le public pourra consulter le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur à la mairie de Craon, aux jours et heures habituels d'ouverture au public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête après retour du rapport et des conclusions motivées.

Notre publication adhère à



dont elle suit les recommandations
Les remarques concernant une publicité parue dans notre publication sont à adresser au

autorité de régulation professionnelle de la publicité
23 rue Auguste Vicaire
75116 Paris
www.arpp.org

Les remarques concernant les petites annonces classées sont à adresser directement au journal

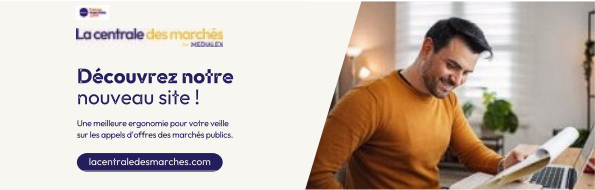
Le commissaire-priseur spécialiste-conseil à votre service

Le commissaire-priseur est le spécialiste du marché de l'Art, et il est un des seuls à connaître le juste prix des objets, étant en contact du marché quotidien à travers les ventes publiques.

Il est habilité, en dehors des ventes publiques, à évaluer les objets et à en donner une estimation.

Il engage dans ces opérations sa responsabilité.

Le commissaire-priseur joue donc un rôle de conseiller lors de partage après un décès, ainsi que dans l'élaboration d'un contrat d'assurance.



Société « Ouest-France »
S.A.   Directeur et Conseil de Surveillance au capital de 300 000 à.

Siège social : 10 rue du Breil - 35000 Rennes
Tél. 02 99 32 60 00
www.ouest-france.fr

Adresse postale : 10 rue du Breil
35051 Rennes cedex 9

Rédaction de Paris :
91 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris. Tél. 01 44 71 80 00

Fondateur : M. Paul Hutin Desgrées.
Cofondateur : M. François Desgrées du Lo .
Fondateur de l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste : M. François Régis Hutin.

Directeur de la publication :
M. François-Xavier Lefranc.

Rédacteurs en chef :
M. Philippe Boissonnat,
Mme Laetitia Greffi ,
M. Sébastien Grosma tre.

Membres du Directoire :

MM. François-Xavier Lefranc, Président,
Fabrice Bazard, Directeur Général,
Mme Maud L vrier, M. Olivier Porte.

Membres du Conseil de Surveillance :

MM. David Guiraud, Président,
Mmes Christine Blanc-Patin, Vice-Présidente
Valérie Cottareau, Elsa Da Costa,
Annabel Desgrées du Lo ,
Laurence Méhaignerie,
MM. Pierre Charpentier, Denis Boissard,
Thierry Maillard.
SIPA représentée par M. Benoît Le Goaziou,
Association Ouest-France Solidarité représentée par M. Paul Hutin.

Principale associée : SIPA

(Société d'investissements et de participations).
SIPA est contrôlée par l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste, association loi 1901, dont le Conseil d'Administration est composé de
MM. David Guiraud, Président; Bertrand Badré,
Olivier Bonsart, Denis Boissard, Christophe Hutin,
Benoît Le Goaziou, François Le Goaziou,
Gabriel Petitpont, Mmes Christine Blanc Patin,
Annabel Desgrées du Lo ,
Laurence Méhaignerie, Dominique Quinio,
Marie-Trinité Touffet.

Abonnement

Retrouvez nos offres sur abo.ouest-france.fr
Tarif 1 an : 462 à

Une question sur votre abonnement ?

Nos conseillers sont à votre écoute du lundi au vendredi de 8 h à 18 h
au 02 99 32 66 66 (appel non surtaxé).
Vous pouvez aussi gérer votre abonnement sur moncompte.ouest-france.fr

Publicité extralocale : 366 SAS
Tél. 01 80 48 93 66. www.366.fr

Publicité locale :

Additi média
Tél. 02 19 29 04 27. additimedia.fr

Commission paritaire n  0630 C 86666
N  ISSN : 0999-2138.

Impression : Ouest-France, 10 rue du Breil, 35051 Rennes cedex 9.
Parc d'activité de Tournebride, 44118 La Chevroli re.

Imprimé sur du papier produit en France, Suisse, Belgique, Allemagne, Espagne et Royaume-Uni.
Taux moyen de fibres recyclées : 90,42 %.
Eutrophisation : 0,010 kg/tonne.



Tirage du
jeudi 4 septembre 2025 :
438 844

Certifié PEFC - PEFC/10-31-3502